

POUR LA PAIX, LA DEMOCRATIE, LA SOUVERAINETÉ POPULAIRE NI UE, NI OTAN, NI NEOLIBERALISME

Agir ensemble pour la sortie du système de l'Union
européenne

<https://agir-ensemble-sortie-ue.fr/economie/leuro-le-mecanisme-du-piege-monetaire/>

L'Euro, le mécanisme du « piège » monétaire

**COMMENT LE FRANC EST DEvenu L'EURO POUR LE PLUS
GRAND MALHEUR DE LA FRANCE**

Par Jacques Nikonoff, ancien élève de l'École nationale d'administration (ENA) et professeur associé à l'Institut d'études européennes (IEE) de



l'Université Paris 8.

Cet article a été publié le 23 avril 2026 sur le site de Praxis, plateforme d'information et de votes.

<https://praxismedia.fr/economie/comment-le-franc-est-devenu-leuro-pour-le-plusgrand-malheur-de-la-france/>

Qui se rappelle aujourd'hui la manière dont la France est passée du franc à l'euro ? Cette amnésie collective est funeste, car la France a rejoint l'euro dans une situation unique. Un silence de cimetière s'est abattu sur ces questions. Ni les grands partis politiques ni les syndicats n'en parlent, pas plus que les intellectuels et encore moins les économistes, à quelques très

rare exceptions.

La raison de ce mutisme consensuel, du Rassemblement national à l'extrême gauche, tient au fait que ce moment d'histoire, s'il était connu et compris du grand public, mettrait ce dernier en rage. La population verrait alors clairement la responsabilité accablante de tous les partis, de gauche comme de droite dans ce désastre. Car dès le départ, le franc était surévalué quand il s'est fondu dans l'euro. Il est resté structurellement surévalué jusqu'à maintenant (oscillant entre 15 % et 20 % ce qui est colossal) et le restera éternellement puisque sa parité est désormais « *irrévocable* ». Or, un euro surévalué pour la France signifie que les produits français vendus à l'étranger sont trop chers (de 15 à 20 % donc !). Nous sommes ainsi systématiquement pénalisés pour nos exportations.

C'est dramatique, parce que si nous ne pouvons plus dévaluer pour redresser notre balance commerciale, soupape vitale de sécurité, ce sont des dévaluations internes qui les remplacent. La compétitivité des entreprises s'obtient alors (fictivement) par une pression permanente sur les salaires, des aides massives aux entreprises pour faire baisser le « *coût du travail* » (211 milliards d'euros en 2023 selon un rapport du Sénat). Cette faiblesse des revenus salariaux et de transfert (assurance-chômage, retraites, allocations diverses...) pèse à son tour négativement sur la consommation et déprime le cycle économique. Il ne faut pas chercher plus loin l'une des principales raisons du chômage de masse, de la pression sur les services publics, des délocalisations et de la désindustrialisation de la France. L'euro apparaît comme une arme de destruction massive de l'emploi et de l'industrie française. Loin d'être le « bouclier » promis, l'euro est devenu le tombeau de l'industrie française.

Comment s'est passé le passage du franc à l'euro ?

Au cours de l'année 1998, le Conseil de l'Union européenne, à la suite du traité de Maastricht (1992), a fixé la règle de la parité « $1 = 1$ ». Autrement dit, 1 ECU serait égal à 1 euro. L'ECU (*European Currency Unit*) était l'unité de compte entre les pays membres du Système monétaire européen (SME). C'était un panier de monnaies créé en 1979 dans lequel chaque pays membre de la Communauté économique européenne (CEE) déposait une certaine quantité de sa propre monnaie, selon le poids économique du pays. Il servait à fixer les taux de change entre les pays européens pour éviter que les monnaies ne s'écartent trop les unes des autres dans le cadre du SME, les parités étant « *ajustables* ». Les banques centrales l'utilisaient pour régler leurs dettes entre elles. Certaines obligations ou contrats commerciaux étaient libellés en ECU pour se protéger contre les variations brutales d'une seule monnaie nationale.

La valeur de l'ECU fluctuait chaque jour sur les marchés financiers par rapport au franc, au mark, à la peseta... Pour fixer le taux définitif du franc en euro (comme des autres monnaies), le Conseil européen a fixé la date

du 31 décembre 1998. Il a donc fallu attendre la clôture des marchés boursiers ce jour-là. À cet instant précis, sur le marché des changes, 1 ECU valait 6,55957 FRF. Ce chiffre est alors devenu « *gravé dans le marbre* ». Il en fut de même pour chaque monnaie diluée dans l'euro. Ce qui comptait était donc la valeur en ECU de chaque devise afin de fixer son taux « *irrévocable* » en euro.

La politique du « *franc fort* » pour « *arrimer* » le franc au deutsche mark (DEM)

Le problème pour la France, qui n'existait pas dans les autres pays, était que le franc était surévalué en 1998. Parallèlement, le DEM était sous-évalué. Cette surévaluation du franc était la conséquence directe de la politique monétaire menée par la France dans les années précédant l'euro. Ce fut d'abord le « *Plan Barre* » de septembre 1976, du nom de Raymond Barre, Premier ministre du président Valéry Giscard d'Estaing. Il fut suivi par le « *tournant de la rigueur* » de mars 1983, sous la présidence de François Mitterrand, « *tournant* » fortement inspiré par le Plan Barre. En réalité, les deux plans ont été conçus par les mêmes personnes : les clones de la direction du Trésor au ministère des Finances.

Le franc fort visait d'abord, pour ces gouvernements français, à casser la spirale de l'inflation. À cet égard, la France, comme tous les pays du monde, utilisait parfois la dévaluation pour rester compétitive. Très efficaces en général, les dévaluations étaient désormais remises en cause pour des raisons idéologiques (le néolibéralisme). Car si elles permettent de baisser le prix des produits exportés, elles peuvent provoquer mécaniquement une hausse des prix des produits importés. Elles peuvent donc entraîner des hausses de salaires, diminuant alors les profits des entreprises. L'objectif des gouvernements, en liant le franc au mark (monnaie stable par excellence), était d'imposer à la France une discipline monétaire stricte pour stabiliser les prix.

Ces « *arguments* » sont irrecevables. D'abord il n'y a de hausse des prix que si les consommateurs achètent les produits, sinon les prix ne restent que des chiffres sur les étiquettes. Une campagne pour inciter les citoyens à « *acheter français* » aurait certainement limité ces importations et encouragé une politique économique nationale de substitution aux importations. Parallèlement, des mesures protectionnistes ciblées auraient éliminé, pour l'essentiel, ces menaces inflationnistes. Un contrôle sévère des mouvements de capitaux les aurait empêchés de fuir vers l'Allemagne.

Le franc fort avait également pour but délirant de faciliter l'Union monétaire européenne et préparer l'entrée dans l'euro. Ce but était déliant, car les petits génies qui ont pris cette décision, soit ne comprenaient ce qu'ils faisaient et qu'ils allaient surévaluer l'euro pour la France de manière irrévocable, soit ils comprenaient et ont fait preuve d'un cynisme criminel. Stupidement, les gouvernements français voulaient prouver que le franc

était aussi solide et crédible que le mark. Il s'agissait de montrer aux partenaires européens (et surtout à l'Allemagne) que la France était capable de gérer sa monnaie avec rigueur, sans recourir à la « planche à billets ». Cette ambition dérisoire justifiait-elle la destruction de l'industrie française ?

Une monnaie stable, dans l'esprit de nos élites politiques, aurait rassuré les investisseurs pour les attirer. Si les investisseurs craignent qu'une monnaie perde de sa valeur dans le futur, ils exigeront des taux d'intérêt plus élevés pour compenser le risque. En garantissant un franc fort, l'État espérait faire baisser les taux d'intérêt à long terme pour favoriser l'investissement (alors qu'ils devaient augmenter pour préserver l'arrimage du franc au mark !). Maintenir des taux d'intérêt élevés et compresser les salaires (la « *désinflation compétitive* »), a évidemment freiné la croissance, affaibli l'industrie et aggravé le chômage. Le résultat a été exactement l'inverse du but annoncé : les taux d'intérêt ont augmenté et les investissements des entreprises ont baissé. Il ne faut jamais chercher à « attirer » les investissements. Nous avons suffisamment d'épargne en France pour l'orienter vers des projets utiles. Et nous avons la Banque de France, qui doit redevenir le bras armé de l'État pour le financement de l'économie nationale.

Une autre politique

La dépendance à l'Allemagne s'est ainsi accentuée. La France a suivi docilement la politique de la Bundesbank. Lors de la réunification allemande à partir de 1989, Berlin a augmenté ses taux d'intérêt pour attirer les capitaux, forçant la France à faire de même alors que notre économie avait besoin de taux bas. Le « *franc fort* » était le choix illusoire de la crédibilité internationale et de la stabilité monétaire au prix d'un effort d'austérité interne très lourd, parfaitement inutile et contre-productif.

Le franc fort a été un désastre social, économique, industriel et politique. Il n'a pas transformé la France en une économie « *sérieuse* » aux yeux du monde. Notre pays apparaît au contraire comme médiocre, rabougri et en déclin.

La priorité ne doit plus être l'euro, mais l'emploi et l'industrie. Une baisse massive des taux d'intérêt pour relancer l'investissement et la consommation est indispensable et urgente. Une relance par la demande est nécessaire afin de redonner du pouvoir d'achat et faire repartir la machine économique française. L'échec des relances précédentes nous indique ce qu'il faut faire désormais : le contrôle des mouvements de capitaux, le retour de la Banque de France pour financer la Nation (transition énergétique, reconstruction de l'hôpital public, souveraineté numérique...) et des mesures protectionnistes ciblées. Pour y parvenir, il faut nationaliser les banques et les institutions financières, tout comme les grands groupes industriels et de services qui, lorsqu'ils étaient nationalisés,

avaient été la base du succès des « *Trente Glorieuses* ».

Cette autre politique n'a jamais été appliquée. En fait, le personnel politique a peur des marchés financiers dans le cadre de la mondialisation néolibérale. Il est persuadé qu'une dévaluation provoquerait une fuite des capitaux. Il craint qu'abandonner l'euro laisserait l'Allemagne diriger seule l'économie européenne et provoquerait un chaos dans lequel nous sommes déjà. Nos élites n'ont pas compris que l'euro était le nouveau nom du mark et que l'Allemagne dominait déjà le système de l'Union européenne. Avec « *l'ancrage* » du franc au mark, nous sommes passés de l'ancre au boulet.

Certes, le péché originel de l'euro tient à son architecture même : une monnaie unique pour des économies divergentes sans possibilités d'ajustement. Mais la France, en plus, a des raisons particulières de sortir de l'euro. Notre pays est pénalisé comme aucun autre par les conditions de son entrée dans la monnaie unique qui a détruit son industrie et n'offre aucune perspective de redressement.

Il faut sortir du déni. L'euro, massacre industriel et trappe à bas salaires, a été une misérable expérience de laboratoire menée par des docteurs Folamour. Elle a échoué sur l'autel des réalités économiques. Maintenir la France dans cet édifice vacillant revient à accepter l'agonie lente des rats de laboratoire.

Le rétablissement d'un franc national, l'action pour la démondialisation, est l'unique voie vers une véritable renaissance économique, sociale et politique. Il faut recréer le franc pour libérer l'avenir. Le chemin sera exigeant, mais c'est le prix de la dignité d'une grande nation.